



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Dossier de réalisation - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 17 février 2006 mettait déjà en évidence l'opportunité de poursuivre le développement de l'offre d'accueil d'entreprises. Il définissait notamment le secteur de Cannabe comme un espace d'extension urbaine potentielle et abordait la création d'un hameau agricole sur ce même site.

Dans ce contexte, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cannabe, située sur la commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole.

Le parti d'aménagement retenu pour la ZAC de Cannabe qui s'étire sur environ 9 hectares, répond aux objectifs suivants :

- Accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine,
- Répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal,
- Développer le secteur agricole communal en aménageant un hameau agricole avec point de vente associé à un vaste espace paysager de 2,2 ha,
- Concevoir un aménagement d'ensemble de qualité architecturale et paysagère en cohérence avec la structure viaire existante,
- Assurer un traitement de qualité de la limite d'urbanisation et de l'entrée de ville Ouest,
- Préserver les équilibres environnementaux et la biodiversité sur le site en préservant de larges corridors de continuité écologiques basés sur la végétation existante.

Par une délibération du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme aménageur de cette ZAC. Les études d'urbanisme ont été confiées à l'agence d'architecte-urbaniste Robin et Carbonneau.

Depuis, le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et le SCoT révisé, tel qu'approuvé le 18 novembre 2019, ont identifié un déficit de foncier destiné à accueillir des activités économiques sur le territoire de la Métropole. Par l'accueil d'activités productives (artisanat, BTP, petite industrie) et de négoce, la ZAC Cannabe contribuera à combler une partie de ce déficit. Le SCoT révisé conforte la nécessité d'aménager cette extension qu'il définit comme étant une polarité économique de proximité à dominante d'activités.

A ce stade et conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- **Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone.**

Le projet de programme des équipements publics prévoit notamment un réseau viaire de desserte interne qui se divise en deux typologies : une voie à double sens ainsi que des voies à sens unique ; le tout se greffant sur le giratoire existant sur la RM 5. Ces voies de distribution et de desserte internes à l'opération, les réseaux, les espaces aménagés pour la gestion des eaux pluviales, les espaces verts, cheminements piétons, prévus dans le cadre de la conception du projet et nécessaires au fonctionnement de l'opération, constituent le programme des équipements publics de la ZAC (tableau joint en annexe de la présente délibération).

- **Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone.**

Le projet de programme global des constructions à réaliser est prévu en une seule phase non découpée en tranches. La surface cessible globale est estimée à environ 50 000 m² avec une surface de plancher de l'opération évaluée à environ 24 000 m².

- **Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps.**

Le bilan de l'opération d'aménagement échelonnée dans le temps, s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 615 000 €, avec une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole de 895 000 €.

Conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicités requises (affichage pendant un mois au siège de la Métropole, et en commune, avec publicité dans la presse).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Cannabe à Cournonterral comportant le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le projet de programme global de constructions à réaliser dans la zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps ;
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Cournonterral et à l'Hôtel de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111433-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- dossier de réalisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.